

L'Algérie et son école : un espoir

(1^{re} partie)

La présente étude est une reprise — mise à jour — d'un article paru en avril 2007 dans le blog de l'auteur «problemesalgeriens.blogspot.com», sous le titre de Algérie : choc des générations et système scolaire bloqué.

Les problèmes décrits à l'époque sont aujourd'hui encore d'actualité. Rien de vraiment fondamental n'a changé, sinon cet immense espoir mis dans l'activité et la combativité de la nouvelle ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, une vraie spécialiste des problèmes d'éducation, mais surtout femme de cœur et de conviction, décidée à affronter — et, espérons-le, à vaincre — tous ceux, et ils sont une multitude cachée dans et en dehors des rouages de l'Etat et des partis politiques, qui militent pour le maintien en l'état d'une école hors normes, basée sur la

négarion de l'universalité et de la modernité. Une école créatrice de générations entières de «citoyens à la tête ni bien faite ni bien pleine» dont la seule qualité est leur attachement aux «thawabet», ces constantes créées et entretenues par le système politique en place depuis l'indépendance, pour les maintenir dans un état de sous-développement intellectuel, qui les rend plus faciles à manipuler.

Benghebrit a été nommée, à la surprise générale, en 2014 en qualité de ministre de l'Education nationale avec pour mission de mettre un terme à la dérive, déjà ancienne, de l'école algérienne et de la remettre sur les rails de la modernité et du rationalisme abandonnés depuis le milieu des années soixante-dix. Depuis, elle s'est mise à l'œuvre, déclarant ouvertement ses objectifs iconoclastes

par rapport à la situation du système éducatif tel qu'il existe et en s'affrontant durement à tous ceux qui cherchent le statu quo et qui font tout pour la faire trébucher (y compris les nombreux syndicats qui ont pris l'école en otage pour maintenir et développer les avantages matériels qu'ils ont conquis grâce à de longues grèves illégitimes, qui ont contribué très fortement à faire chuter le niveau des élèves). S

ans parler de la sale guerre de positions que lui ont déclarée tous les tenants de l'immobilisme et de l'idéologie islamiste qui, tous les jours que Dieu fait, tonnent contre elle à partir des minbars et des tribunes mises à leur disposition, pour tenter de la disqualifier en la traitant, pour les uns de juive, et pour les autres, d'ennemie de la langue arabe classique et d'ennemie de l'islam.

Par Rachid Grim, politologue

Sans chercher à entrer dans une polémique stérile avec les défenseurs du modèle de développement économique et social choisi par les pouvoirs publics depuis le début de la décennie quatre-vingt-dix, il nous paraît évident que l'Algérie est très mal engagée dans le chemin qui doit la mener au développement, à la modernité et à l'universalité. Son avenir est très largement compromis par la faute d'un système scolaire et de formation, adopté au milieu des années soixante-dix, vampirisé par une idéologie qui a les yeux rivés sur un passé

L'école algérienne a perdu, en l'espace de deux décennies, sa capacité antérieure à former une élite de haut niveau capable de prendre en main les destinées du pays et de le faire évoluer au même rythme que le reste du monde.

idéalisé à outrance et qui n'a d'autre finalité que de produire des têtes bien pleines (de connaissances sélectionnées de manière à ne rien remettre en cause du système de gouvernance mis en place depuis l'indépendance) plutôt que des têtes bien faites (trop dangereuses pour la pérennité du système).

L'école algérienne actuelle, ainsi que ses prolongements naturels que sont l'université et la formation professionnelle, sont le fruit de la réforme du système scolaire démarrée en 1976 sous le vocable d'école fondamentale ; ils en portent encore les stigmates, malgré les quelques replâtrages introduits au cours des deux dernières décennies, pour tenter de rattraper partiellement une modernité qui a fui le pays. Les cadres supérieurs produits par l'université algérienne et tous ses appendices que sont les grandes écoles et les instituts depuis cette date fatidique sont censés être aujourd'hui aux commandes de toutes les institutions et entreprises du pays.

Il n'en est rien, pour la raison très simple que le système scolaire en place a été incapable de mettre sur le marché du travail les compétences nécessaires à une gestion moderne et efficace des organisations nationales, tous types et secteurs confondus.

L'Algérie, ses entreprises, tout comme ses différentes institutions, devraient être gérées aujourd'hui dans leur grande majorité par les deux ou trois générations qui ont été au bout des cycles scolaires de l'école fondamentale.

La première promotion de cette école a actuellement autour de quarante-cinq ans, c'est-à-dire un âge déjà assez avancé pour accéder aux postes de haute responsabilité dans les différentes organisations nationales.

L'âge idéal étant de trente à trente-cinq ans, âge ouvert aux innovations et aux décisions hardies et courageuses. Or, une analyse rapide de l'encadrement des entreprises, institutions ou autres organismes nationaux montre que cette génération est restée en marge de la haute responsabilité.

Les seuls postes d'encadrement qui reviennent à cette génération sont des postes subalternes n'exigeant pas un très haut niveau de compétence managériale.

Et, quand par miracle quelques quinquagénaires sont aux manettes de grandes entreprises, de grandes structures ministérielles ou de wilayas, soit c'est parce qu'ils font partie de clans du pouvoir qui les imposent, soit, plus rarement, parce qu'ils sont membres de familles d'intellectuels qui ont investi beaucoup de temps et d'argent pour éduquer leurs enfants en dehors ou à côté

de l'école publique algérienne. Ceux qui ont eu la chance de faire des études supérieures à l'étranger, et qui y ont acquis des compétences techniques ou managériales, sont le plus souvent perdus pour leur pays d'origine, ou au mieux, viennent y travailler quelque temps comme «expatriés» pour le compte d'entreprises étrangères.

La faute revient d'abord au lamentable échec de l'imposition, sur des seules bases politiques, de la langue arabe comme unique langue d'enseignement et de travail qui a déstabilisé, et continue encore de le faire, des générations entières d'écoliers, de lycéens, d'étudiants et de stagiaires ballotés entre un enseignement primaire et secondaire dispensé en langue arabe et un enseignement supérieur et professionnel dominé par le français.

La conséquence directe en a été une chute vertigineuse du niveau d'ensemble de l'enseignement qui est resté à la traîne de l'évolution mondiale.

L'école algérienne a perdu, en l'espace de deux décennies, sa capacité antérieure à former une élite de haut niveau capable de prendre en main les destinées du pays et de le faire évoluer au même rythme que le reste du monde. Et plus le temps passera et plus les générations victimes de l'école fondamentale et de ses avatars des années quatre-vingt-dix et deux mille arriveront à maturité sans avoir acquis les capacités scientifiques, techniques et même comportementales qui peuvent leur permettre d'occuper les postes de direction qui leur reviennent de droit.

Et ce n'est pas cette instruction de l'actuel Premier ministre qui consiste à mettre à la retraite tous les cadres (moyens et supérieurs) qui ont atteint l'âge légal de soixante ans, pour laisser «la place aux jeunes» qui réglera le grave problème de relève qui se pose de manière tellement urgente.

La plupart des «vieux» mis à la retraite n'ont toujours pas de remplaçants compétents et bien formés. Si on n'y prend pas garde, et si rien n'est fait pour infléchir l'effet

dévastateur de cette école, le pays se retrouvera sans élite pour le manager. Il faudra alors se contenter de ce qui existe, c'est-à-dire une «élite» qui est incapable d'acquérir les compétences voulues pour bien gérer les organismes qui lui seront confiés et dont le résultat inéluctable sera une stagnation, puis un recul social, mortels pour le pays. Soit, et c'est tout aussi dangereux, se résoudre à «importer» les compétences pour gérer le pays, de la même manière qu'on importe des équipements industriels ou des produits manufacturés. Parce que même les «vieux» qui un temps constituaient une solution acceptable, à condition qu'une relève soit formée entre-temps pour leur succéder, sont en train d'abandonner le bateau parce que trop âgés pour supporter indéfiniment la fatigue de postes éminemment stressants, soit sont en train de disparaître physiquement, fauchés par la mort.

Un système scolaire à l'origine d'un conflit de générations

La question se pose de savoir si les cadres sortis des gouffres de l'école fondamentale, laquelle s'est attachée à former des têtes bien pleines mais mal faites, sont en mesure d'accompagner le développement parallèle des nouvelles technologies et des compétences managériales. Il est permis d'en douter, tant les approches sont différentes, pour ne pas dire antinomiques. L'évolution du monde moderne est fille de la rationalité et de la science. L'école algérienne en est l'ennemie. Les États modernes ont su adapter leur système sco-

La seule chose que l'école algérienne et la société qui en est issue, acceptent de la modernité, c'est sa technologie ; mais elle refuse toute la culture qui en est à l'origine et dans laquelle elle baigne ; elle refuse aussi la science qui en est le vecteur. Les graves événements des dernières décennies qui ont vu l'avènement du mouvement terroriste islamiste mondial a montré à quel point les militants du retour à la société idéale sont des adeptes de la maîtrise des applications des technologies modernes : tant qu'elles peuvent participer à servir leurs desseins, les technologies modernes sont les bienvenues.

laire aux réalités évolutives du monde ; l'Algérie et son école ont pour seule référence un passé nostalgique, figé dans les grandes heures de gloire des dynasties omeyyade, abbasside, ottomane et de l'Andalousie arabe.

Avec l'apparition et le développement de l'islamisme conquérant, elles se sont fixé pour nouvel idéal le retour aux «vraies valeurs», celles qui avaient cours au sein de la seule société véritablement idéale qui a été fondée à Médine par le Prophète et les quatre premiers califes.

Les écoles modernes regardent résolument vers l'avenir et s'adaptent en perma-

maîtrisent pas les applications : informatique et toutes les technologies qui en sont issues, internet, robotique, téléphonie mobile, etc. Mais c'est toute une autre affaire que d'entrer dans les logiques scientifiques qui sont à l'origine de la révolution des TIC et de participer à leur développement et à leur évolution. L'Algérien, et tous ceux qui ont opté pour le même type de système scolaire, sont d'excellents pirates informatiques, d'excellents copieurs, mais de piètres inventeurs. Ce n'est que quand il s'agit d'appliquer des recettes que les produits de l'école fondamentale sont imbat-